

Michael Hudson : Le monde ne sera plus le même après la guerre en Iran

Le professeur Michael Hudson, économiste classique de renommée mondiale, explique pourquoi la guerre contre l'Iran a modifié de façon permanente l'économie mondiale. Soutenez le travail important de Michael Hudson sur : patreon.com/michaelhudson Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Aujourd'hui, nous recevons le professeur Michael Hudson pour discuter de la manière dont la guerre contre l'Iran affecte l'économie mondiale. Merci, comme toujours, d'être revenu dans l'émission.

#Michael Hudson

Je suis content d'être de retour, Glenn.

#Glenn

Nous parlons souvent de la détérioration de l'économie américaine, ainsi que de l'économie mondiale, qui repose manifestement sur des bases qui ne sont plus viables. Les États-Unis en sont conscients. Certains pays essaient de s'adapter à de nouvelles réalités, d'autres tentent de les retarder, et certains cherchent même à inverser ce qui s'est déjà produit. Cette guerre contre l'Iran semble vraiment intensifier tous ces symptômes dangereux dont nous parlons, et il semble que le monde ne puisse plus revenir à son état antérieur après cela. Comment l'évaluez-vous ? Car cette guerre affecte l'économie mondiale à de nombreux niveaux — l'énergie, évidemment, et les engrais sont essentiels — mais comment percevez-vous les répercussions plus larges ?

#Michael Hudson

Eh bien, nous avons déjà discuté du fait que je considère qu'il s'agit de la Troisième Guerre mondiale, précisément parce que l'énergie, les engrais et les autres exportations des pays producteurs de pétrole sont si importants pour le monde entier. Cela en fait une guerre aux implications mondiales. Et malgré le fait que, ces dernières heures, le marché boursier américain ait

grimpé de mille points — parce qu'ils imaginent que, d'une manière ou d'une autre, ce qui s'est passé est réversible, et que lorsque Donald Trump dit que l'Iran parle de conclure un accord, et que certains signes en ligne indiquent que l'Iran affirme : « Tout ce que nous essayons de faire, c'est de nous protéger » — ils pensent que, d'une certaine façon, le monde reviendra à ce qu'il était, non seulement avant l'attaque, mais même après.

Retour au XIX^e siècle — voire même au XVIII^e. Ce n'est pas simplement une guerre en Iran. C'est une guerre que, comme nous l'avons évoqué, les États-Unis mènent pour maintenir leur emprise sur l'économie mondiale en contrôlant le pétrole, car tout le monde en a besoin. Et la raison pour laquelle ils sont entrés en guerre avec l'Iran est la même que celle de la guerre contre le Venezuela le mois dernier — enlevant le président et plaçant le pétrole vénézuélien sous contrôle américain — afin que les États-Unis puissent décider qui recevra ce pétrole du Venezuela et qui touchera l'argent de ces exportations.

À présent, les États-Unis, comme nous l'avons déjà évoqué, comprennent que, pour fonder leur politique étrangère sur la capacité de couper les livraisons de pétrole au reste du monde, ils doivent d'abord empêcher tout autre pays souverain d'exporter du pétrole qui ne soit pas sous contrôle américain. Jusqu'à présent, les États-Unis ont imposé des sanctions — d'abord à l'Iran, qui restent en vigueur ; ensuite au Venezuela, qui ont été levées ; et enfin à la Russie — de sorte que les seuls endroits où les alliés de l'Amérique, qui acceptent d'imposer des sanctions à la Russie, peuvent se procurer du pétrole sont ceux que les États-Unis contrôlent. C'est pourquoi les États-Unis ont été si insistants la semaine dernière pour tenter de contrôler le détroit d'Ormuz, par lequel transite une grande partie du pétrole saoudien et de l'OPEP, à l'exception de celui acheminé par l'oléoduc saoudien.

Eh bien, Donald Trump a apparemment écouté ses conseillers militaires, qui lui ont dit : « Écoute, toutes les troupes que nous enverrons pour s'emparer des îles du détroit d'Ormuz afin de les contrôler seront des cibles faciles. Ce n'est pas une position défendable. En tout cas, Donald, tu ne veux pas simplement t'emparer du pétrole ? » Et Trump a répondu que oui, le véritable objectif de la présence en Iran — et d'éviter la guerre — n'a rien à voir avec la volonté de l'Iran d'obtenir la bombe atomique, car il n'a jamais cherché à en avoir une. Cela n'a vraiment rien à voir avec la politique étrangère de l'Iran. Les États-Unis veulent simplement le pétrole, tout comme ils voulaient s'emparer du pétrole irakien — et s'en sont emparés.

Ainsi, tout ce combat est une tentative d'utiliser le pétrole et le contrôle de ses exportations de la même manière que Donald Trump a utilisé sa politique tarifaire — en disant : « Nous créerons le chaos dans vos économies si vous refusez de suivre ce que les diplomates américains vous demandent de faire », sous la forme de ce que Trump appelait des concessions pour accéder à l'économie américaine en réduisant les tarifs à un niveau moins extrême. Eh bien, il dit essentiellement la même chose aujourd'hui. Il veut s'emparer du pétrole iranien, et ce faisant, il achèverait la longue tentative des États-Unis, qui remonte à l'époque de l'OPEP, depuis, je dirais, 2003, de prendre le contrôle de tout le pétrole de l'OPEP et des monarchies arabes. L'Iran était le

dernier de tous ces pays — l'Irak, la Syrie, la Libye, toute la série des exportateurs de pétrole. Ainsi, les États-Unis cherchent désormais seuls à contrôler le pétrole du Proche-Orient.

Eh bien, cela est censé lui donner une emprise totale. Le problème, c'est que l'Iran ne va pas se laisser conquérir, même s'il a déclaré être prêt à autoriser à nouveau les exportations de pétrole et à cesser de les bloquer si d'autres pays garantissent sa sécurité. Ce qu'il entend par sécurité, c'est d'abord le retrait permanent de toutes les bases militaires américaines au Moyen-Orient. Et, bien sûr, la plus grande base militaire, c'est Israël — que les États-Unis ne vont pas abandonner. L'Iran exigera également, pour sa sécurité, la levée de toutes les sanctions imposées par les alliés de l'Amérique — l'Europe, le Japon, la Corée et d'autres. Tant que ces sanctions ne seront pas levées, tant que les États-Unis ne se seront pas retirés et, en somme, n'auront pas reconnu avoir perdu la guerre contre l'Iran, le monde ne reviendra pas à son état antérieur.

Et même si, d'une manière miraculeuse, les États-Unis déclaraient : « Très bien, nous avons renoncé à notre politique étrangère. Nous ne serons plus une puissance impériale. Nous allons simplement devenir un autre pays respectant l'État de droit tel que défini par les Nations unies. Nous allons revenir à un monde normal. » Même s'ils accomplissaient cette chose manifestement impossible, le fait est que l'approvisionnement en pétrole a été interrompu, et que les réserves d'hélium provenant du Moyen-Orient ont explosé. Il n'y a plus de nouveaux producteurs — l'hélium est déjà coupé. Ainsi, les entreprises étrangères qui s'approvisionnaient auparavant en hélium, aussi bien ici aux États-Unis qu'à travers le monde, ont toutes réduit leur consommation d'hélium. Il y a également des réductions dans les engrais.

Et bien qu'il soit permis à l'Iran d'exporter du pétrole par le détroit d'Hormuz, moyennant 2 millions de dollars par navire, il n'autorise pas les exportations d'engrais. Ainsi, le monde aborde la saison des semis sans suffisamment d'engrais. Quoi qu'il arrive, le monde va connaître la dépression la plus grave depuis la Grande Dépression des années 1930. Il n'y a tout simplement aucun moyen de l'éviter. Et c'est ce qui est si fou à propos du marché boursier et de sa prétendue reprise — c'est comme si les investisseurs refusaient d'admettre que les actions entreprises par les États-Unis et Israël sont irréversibles. Qui va verser des réparations à l'Iran pour tous les dommages subis, afin de le remettre sur pied ? Tout cela prendra probablement au moins le reste de l'année à se résoudre. Donc, pour répondre à votre question, l'économie américaine et le reste du monde se dirigent vers une dépression très sérieuse.

#Glenn

Oui, l'aspect énergétique de toute cette affaire — je veux dire, on observe une certaine cohérence du côté des États-Unis au cours des dernières décennies. Mais Trump a été, disons, plus flagrant ou plus honnête que ses prédécesseurs, puisqu'il a très ouvertement déclaré, à propos de la Syrie : « Nous voulons leur pétrole, nous voulons leur énergie. » Pour le Venezuela : « Nous voulons leur pétrole. » Et bien sûr, plus récemment avec l'Iran : « Nous voulons leur pétrole. » On sait bien que les autres dirigeants, les autres présidents, pensent la même chose, mais c'est intéressant de voir

que cela soit dit aussi ouvertement. Comment voyez-vous l'impact de cela sur le système financier ? Dans quelle mesure le commerce de l'énergie serait-il lié au système financier américain ? Parce que, encore une fois, avec une économie aussi financiarisée, si quelque chose se dérègle à ce niveau-là, cela pourrait se défaire aux États-Unis, semble-t-il.

#Michael Hudson

Eh bien, tout d'abord, concernant votre remarque selon laquelle la politique de Trump ne fait que suivre celle de tous les présidents américains précédents — qu'il n'y a eu aucun changement. Et vous remarquerez qu'aucun ancien président — Biden, Trump, Obama ou l'un des deux George Bush — aucun n'a critiqué Donald Trump pour ce qu'il fait. En fait, les dirigeants allemands applaudissent tous Trump, même s'ils n'autorisent pas les États-Unis à utiliser l'espace aérien au-dessus de l'Espagne. L'Italie bloque désormais l'espace aérien américain en Sicile, et la France maintient toujours les sanctions. Et personne dans le monde, aucun pays, n'est venu accuser Trump d'être un criminel de guerre ou de violer le droit international. C'est comme si tous hésitaient même à imaginer un monde qui ne serait pas dirigé par les États-Unis comme il l'est actuellement. Et telle était la confiance dans l'économie américaine, pour répondre à votre question, que depuis le krach des prêts hypothécaires à risque de 2008, le secteur financier—

#Michael Hudson

Il a été très surchargé. Et la solution du président Obama a été de dire qu'il n'y avait qu'un seul moyen de sortir les banques de la situation de capitaux propres négatifs dans laquelle elles étaient tombées : adopter une politique de taux d'intérêt zéro. Avec des taux d'intérêt bas, il est devenu rentable pour les banques de prêter à l'immobilier, de prêter aux acheteurs d'actions et d'obligations. Cela a fait grimper la valeur des garanties soutenant leurs prêts hypothécaires et leurs prêts aux entreprises — non seulement en sortant le système financier américain de la situation de capitaux propres négatifs dans laquelle il se trouvait, mais aussi en atteignant les objectifs de l'administration Obama et des intérêts de Wall Street qui la soutenaient, créant une immense aubaine pour le secteur financier. Depuis 2008, les niveaux de salaire américains sont restés absolument stables. Quarante pour cent des Américains n'ont aujourd'hui aucune épargne.

Toute la croissance de la richesse a été financiarisée — croissance de l'immobilier, des actions et des obligations. Et cela résulte de la politique de taux d'intérêt bas, voire nuls, qui la rend profitable pour le capital privé. Tout à coup, des prêteurs non bancaires — de grandes entreprises comme Blackstone et d'autres — ont emprunté aux banques à des taux très faibles, autour de 1 %, et ont racheté toutes sortes d'entreprises. Cela a nécessité l'introduction d'un nouveau mot dans la langue anglaise : « enshittification ». Ils ont acheté ces entreprises et les ont vidées de tout ce qu'ils pouvaient, maximisant les rendements financiers grâce à l'effet de levier de la dette, les acquérant avec si peu de crédit — à des taux d'intérêt de 1 % ou même 2 % — qu'ils pouvaient conserver tout ce qu'ils gagnaient au-delà de ce montant minimal.

Et ainsi, vous avez cette immense pyramide financière inversée fondée sur le crédit bancaire. Le système de la Réserve fédérale, comme l'a souligné la secrétaire au Trésor Bessent, a accordé d'énormes crédits aux banques sur la base des garanties qu'elles ont fournies pour tout cela. La Réserve fédérale crée le crédit pour les banques, qui à leur tour accordent des prêts aux fonds de capital-investissement et engagent toutes leurs garanties auprès de la Réserve fédérale. Il s'agit donc d'une inflation des prix des actifs. Les monétaristes — Milton Friedman et d'autres économistes monétaires — partent de l'hypothèse erronée que la création de monnaie va faire augmenter l'indice des prix, c'est-à-dire les prix à la consommation.

Ce n'est pas pour cela que les banques prêtent de l'argent. Elles prêtent de l'argent pour des actifs — pour acheter de l'immobilier, des actions et des obligations. La valeur d'une maison, d'un immeuble de bureaux ou des actions d'une entreprise correspond essentiellement à ce que la banque est prête à prêter en contrepartie. Plus le taux d'intérêt est bas, plus la somme d'argent — et donc le montant du prêt — pouvant être capitalisée sur la base de ce que l'acheteur ou le propriétaire de cet actif peut en tirer est importante. Ainsi, l'économie américaine a été pressurée : le travail a été pressuré, l'économie réelle, l'économie industrielle — tout cela — afin de satisfaire les exigences du secteur financier.

Et cette inflation des prix des actifs financiers a attiré l'argent des fonds de pension et des investissements privés, tous engagés d'une manière ou d'une autre à faire fonctionner cette pyramide de dettes financières. La seule façon d'y parvenir consiste à transformer l'économie en un système de Ponzi, où l'on prête aux débiteurs l'argent nécessaire pour payer les intérêts et rester à jour sur leurs prêts afin qu'ils ne fassent pas défaut. Eh bien, vous venez de voir que les taux d'intérêt des prêts hypothécaires à 30 ans ont dépassé les 5 % cette semaine, et que les titres du Trésor à 10 ans sont à 4,5 %. Tout à coup, il n'y a plus de taux d'intérêt zéro.

Tout à coup, tous ces prêts que les grandes institutions bancaires doivent refinancer — celles qui ont accordé ces prêts à des sociétés de capital privé — se retrouvent incapables de récupérer leur coût du capital en prêtant à ces entreprises suffisamment d'argent pour maintenir le système de type Ponzi en marche. C'est tout le problème de l'économie. Et le fait que la guerre contre l'Iran ait provoqué, pour le moment, des interruptions irréversibles dans la chaîne des paiements — fondée sur le pétrole, le gaz, l'ammoniac, les engrais, le soufre et l'hélium — signifie que toutes ces ruptures dans la chaîne de paiement vont entraîner des défauts de paiement. Et dès qu'il y a un défaut, on assiste à une croissance exponentielle.

#Glenn

Le processus de croissance de la dette s'inverse, et on assiste à une contraction exponentielle à la baisse — c'est cela, une dépression. Oui. Maintenant, il est difficile de prévoir comment cela va se dérouler, étant donné qu'il y a tant de variables et tant d'acteurs qui seront affectés par cette situation. En effet, il est difficile d'imaginer un pays au monde qui ne sera pas touché, surtout à cause de la question énergétique à elle seule. Mais si l'on regarde les autres grandes puissances,

comment voyez-vous qu'elles soient affectées par cette guerre ? Je veux dire, on voit la question énergétique — eh bien, par exemple, la guerre de l'énergie — ce n'est pas seulement avec l'Iran, mais aussi avec les Russes. L'OTAN a tenté de couper, ou du moins de limiter, l'accès fiable à de nombreux corridors maritimes clés, ou points d'étranglement comme vous les avez appelés plus tôt, pour la Russie. Ils veulent limiter la Russie en mer Noire, en mer Baltique, et aussi dans l'Arctique.

Nous voyons des tentatives non seulement de détourner les pétroliers russes, mais maintenant ils veulent aussi s'emparer du pétrole lui-même, en menant des attaques contre les raffineries. Les Chinois s'inquiètent de ces points d'étranglement. Ils craignent également que l'offensive américaine contre l'Iran ne soit en réalité une manière de viser l'accès énergétique de la Chine. Bien sûr, l'Inde sera elle aussi fortement touchée par cette situation. Les Américains venaient tout juste de les convaincre de réduire leurs achats de pétrole russe, et maintenant, bien sûr, tout cela doit être inversé — et, en effet, on les encourage à acheter davantage de pétrole russe pour soutenir les marchés. Comment voyez-vous le système international plus large s'adapter à cela ? Car les États-Unis s'efforcent de faire passer l'idée que c'est la faute de l'Iran, alors que ce sont eux qui ont attaqué l'Iran — avec Israël, bien entendu.

#Michael Hudson

Eh bien, le système international ne s'adapte pas. La Russie a déclaré — et l'Europe, les pays de l'OTAN, ont affirmé — qu'ils allaient cesser d'acheter du gaz et du pétrole russes. Mais en réalité, ils ont réussi à en obtenir un peu depuis 2022. L'Europe a déjà annoncé que, je crois d'ici mai, elle allait arrêter d'importer du pétrole et du gaz russes. Alors la Russie dit : eh bien, pourquoi ne pas arrêter tout de suite ? Ils ont déjà menacé de rompre tous leurs contrats à long terme qu'ils avaient promis de respecter. Vous savez, « nous vendrons notre pétrole et notre gaz à d'autres pays ».

Et évidemment, avec le détroit d'Hormuz fermé, la Russie n'a absolument aucun problème à trouver d'autres pays pour importer cela. L'Europe semble se livrer à un suicide économique en suivant les sanctions contre la Russie, et on pourrait penser qu'elle verrait les conséquences qu'a subies l'Allemagne — surtout après avoir coupé le gaz et le pétrole russes. L'ensemble de l'Europe va finir par ressembler à l'Allemagne après 2022, et son PIB a diminué et continuera probablement de le faire. Il semble qu'elle soit non seulement déterminée à ne pas importer de pétrole et de gaz russes, mais en plus, l'Ukraine a coupé l'approvisionnement par pipeline vers la Hongrie, et je pense aussi vers la Tchétchénie.

Et il s'agit d'un pays non membre de l'OTAN. L'Ukraine a pratiquement déclaré la guerre à la Hongrie, et l'OTAN soutient l'assaillant — l'assaillant étranger d'un pays de l'OTAN. Je ne vois pas comment l'OTAN et l'Union européenne peuvent survivre à tout cela, car le résultat de cette crise économique va obliger les gouvernements soit à violer toutes les restrictions sur la taille du déficit public, dans leurs tentatives de verser des subventions aux propriétaires et aux entreprises pour chauffer leurs maisons et leurs bureaux, et pour disposer d'électricité afin d'allumer les lumières à ces prix élevés du gaz et du pétrole. Quelque chose doit céder.

Et jusqu'à présent, ce que vous entendez, c'est Merkel en Allemagne qui dit : « Nous devons réduire notre niveau de vie, nous devons réduire les dépenses sociales, pour dépenser davantage dans l'armée, afin de combattre la Russie pour qu'elle ne puisse pas nous envahir à nouveau et reprendre l'Allemagne de l'Est comme autrefois. » C'est insensé. C'est le mythe fondateur que l'on raconte aux Européens — qu'ils ont besoin du soutien américain pour se protéger contre l'idée que des éléphants vont envahir, ou que des soucoupes volantes vont envahir n'importe qui. Ils peuvent inventer n'importe quel type d'ennemi. L'idée que les Russes aient réellement un quelconque intérêt à envahir l'Europe est absurde, alors qu'il est évident que la Russie a tourné son attention vers l'Asie, tout comme la plupart des autres pays.

Vous remarquerez un changement dans le vocabulaire des journaux, de la télévision et des médias au cours de l'année écoulée. Je pense qu'il y a trente ans, lorsque j'écrivais des livres d'archéologie, nous appelions la Mésopotamie, l'Irak et l'Iran le Proche-Orient. Puis, on a adopté ce qui était considéré comme un terme plus approprié — le Moyen-Orient. Mais le milieu de quoi ? Le milieu de l'Europe et de l'Asie ? Aujourd'hui, le terme utilisé dans les cercles polis est « Asie de l'Ouest ». Ce n'est plus le Proche-Orient. On reconnaît désormais que cette région fait partie de l'Asie, et le restera. Et la zone de croissance du monde entier se situera en Asie, laissant l'Europe et les États-Unis — l'Occident — derrière. C'est donc une manière polie de dire que l'Asie est l'Est, et non plus l'Ouest.

Et c'est cette division que vous voyez dans le monde. Les alliés de l'Amérique en Europe et dans l'hémisphère occidental, ainsi que le Japon, la Corée et les Philippines en Extrême-Orient, font partie d'un tout autre bloc économique. Ce que nous observons, c'est quelque chose que, depuis des années, les Américains appellent un « choc des civilisations ». Mais ce n'est pas un choc des civilisations — c'est un choc, une attaque contre la civilisation elle-même, menée par les États-Unis et leurs alliés, en violant ce que l'on considère comme les lois de la civilisation : les lois de la souveraineté nationale, de la non-ingérence dans les affaires d'autres pays, et les lois de la guerre, selon lesquelles il ne faut pas attaquer les civils mais limiter les attaques aux cibles militaires.

On n'est pas censé faire la guerre sans la déclarer. On n'est pas censé lancer des attaques surprises et prétendre que ce n'est pas une guerre. Presque toutes les lois internationales de ces dernières années — et je pourrais presque dire de ces dernières décennies — ont été violées par les États-Unis. Et le président Trump et ses ministres des Affaires étrangères ont déclaré : « Nous n'avons plus besoin du droit international. Le droit international ne sert plus les États-Unis. » Mais ce droit international était l'enveloppe censée maintenir la civilisation unie — les lois d'un comportement décent et civilisé.

Eh bien, on assiste à la haine ethnique et religieuse — de l'Ukraine à Israël en passant par les chrétiens fondamentalistes — qui bafoue tout respect de l'individualisme et de la liberté. Et pourtant, les États-Unis présentent cela comme un choc des civilisations entre les démocraties, menées par les démocraties ukrainienne et israélienne, et les États-Unis sous Trump, contre les autocraties — c'est-à-dire les pays dont le gouvernement est suffisamment fort pour résister à cette attaque contre la

civilisation. Je dois dire que l'Iran s'est montré encore plus résolu que la Russie dans la défense de lui-même. Il faut reconnaître qu'il n'avait en réalité pas d'autre choix.

Il se bat pour son existence et son refus de se rendre, suivant essentiellement ce que Patrick Henry a déclaré pendant la Révolution américaine contre la Grande-Bretagne : « Donnez-moi la liberté ou donnez-moi la mort. » Eh bien, l'Amérique n'avait pas le concept de martyr, mais l'Iran, lui, l'a certainement — tout comme l'Afrique lors des attaques britanniques, néerlandaises et européennes contre les tribus africaines au XIX^e siècle. Ils étaient prêts à se battre même contre des mitrailleuses. La morale était la suivante : nous nous battons pour un mode de vie contre des gens qui veulent nous asservir ou nous refuser toute forme d'indépendance, d'autonomie ou de capacité à subvenir à nos besoins — la possibilité de forger notre propre avenir.

C'est de cela qu'il s'agit dans ce combat. C'est fondamentalement un combat moral qui se transforme désormais en combat économique et en guerre commerciale. C'est ce qui conduit à cette division. Et il semble que, quoi que l'Iran accepte concernant le commerce du pétrole à travers le Golfe et avec d'autres pays, cette division va se poursuivre — car c'est la dernière chance pour l'Amérique de conserver un pouvoir qu'elle ne peut plus maintenir en étant un pays prospère, capable d'offrir aux autres un scénario gagnant-gagnant ou un véritable avantage à subordonner leurs intérêts à ceux des États-Unis.

Les intérêts américains sont désormais juxtaposés à ceux de tous les autres pays — de manière tout à fait explicite dans la politique étrangère américaine. Et pourtant, les autres pays ne réalisent pas que, pour éviter d'être subordonnés à la politique américaine au prix d'être poussés vers la dépression — en fermant leurs principales industries, en mettant au chômage une grande partie de leur main-d'œuvre industrielle et en se désindustrialisant réellement — alors que le reste du monde, de l'Asie occidentale au reste de l'Asie, est en pleine croissance, cela devient le destin du monde. Il n'y a aucune tentative de se demander : « De quel type de changement institutionnel ou structurel avons-nous besoin ? » Ce n'est pas un changement marginal. Et je pense qu'il nous faut un nouveau mot pour cela. Souvenez-vous de la Grande Dépression — lorsque les gens ont inventé ce terme, ils se demandaient : « Qu'est-ce qu'une dépression ? »

Eh bien, le monde était en expansion, et on a eu l'impression d'un léger ralentissement avant une nouvelle reprise. Le mot « dépression » était censé être un euphémisme — pour désigner simplement une petite interruption. Mais bien sûr, comme cela s'est transformé en effondrement menant à la Seconde Guerre mondiale, le terme a pris une connotation négative. On a donc inventé un nouvel euphémisme : « récession ». Une récession était censée être encore plus légère qu'une dépression. D'accord, une récession, c'est seulement un ralentissement, ou une période où l'on fait du surplace avant de retrouver sa trajectoire de croissance. Mais la trajectoire de croissance suivie par l'Occident est désormais arrivée à son terme. Non seulement nous ne croissons plus, mais — comme on le voit en Allemagne et en Europe — les économies se contractent réellement. Et l'on observe un net recul dans le Sud global, dans les pays qui ne peuvent pas rivaliser avec les nations asiatiques plus riches pour acheter du pétrole, du gaz, de l'hélium, des engrais et d'autres produits à des prix plus élevés.

Donc, quelque chose va devoir céder pour tous ces pays. Et ce n'est pas seulement le marché américain, où de nombreuses entreprises seront incapables de rembourser leurs dettes aux banques en raison du prix élevé de l'énergie. On verra également la même rupture dans la chaîne des paiements de la part de pays lourdement endettés à l'étranger, qui doivent soudainement couvrir d'importants déficits commerciaux pour payer le pétrole, le gaz, les engrais et d'autres produits dont la distribution a été perturbée et dont les prix atteignent des niveaux de crise. Il n'existe aucun moyen d'utiliser la régression ou l'analyse des tendances pour prévoir cela.

C'est hors norme partout. Et si l'on regarde les performances du marché boursier, même dans la reprise actuelle à Wall Street, ce qui progresse le plus, ce sont les monopoles du secteur de l'information et des hautes technologies. Pourtant, toute la croissance de ces sept grandes entreprises qui ont tiré la moyenne du NASDAQ aux États-Unis provient de sociétés dont l'expansion nécessite de l'énergie. Et je pense, comme nous l'avons déjà dit, qu'il n'y a pratiquement pas eu d'augmentation de la production des services publics d'électricité aux États-Unis. Il n'y a pas d'énergie pour eux. Alors, qu'ont-ils fait ? Eh bien, ils ont commencé à dire : « Allons là où se trouve l'énergie. »

Allons en Arabie saoudite, aux Émirats et à Bahreïn. Google, Amazon et Facebook — ces entreprises se sont installées dans les pays de l'OPEP. Mais maintenant, l'Iran a déclaré que nous ne serons pas en sécurité tant qu'il y aura des bases militaires américaines là-bas. Et tant que les économies de l'OPEP entretiendront une relation symbiotique avec les États-Unis — dépendant des investissements américains dans le secteur de l'énergie et plaçant tous leurs revenus pétroliers aux États-Unis — tant que cette symbiose existera, elles représenteront une menace pour notre sécurité en faisant partie du groupe américain qui encourage la guerre et la destruction contre nous.

Ainsi, toute cette tentative de résoudre d'une manière ou d'une autre l'expansion du secteur des technologies de l'information aux États-Unis en investissant dans les pays de l'OPEP est en train d'être anéantie, car l'Iran a bombardé tous ces centres pour dire : « Nous voulons que vous — autres émirats et monarchies arabes, ou cheikhs (je déteste les appeler monarchies ; cela leur donne une importance qu'ils n'ont pas) — nous voulons que vous vous réorientiez selon des lignes asiatiques, car vous ne pouvez pas rester dans le système américain. Nous ne nous sentirons pas en sécurité, car vous allez tenter de nous attaquer encore et encore, sous l'influence de vos contrôleurs américains. » Cela fait donc partie du système politique et montre comment il est imbriqué non seulement avec le système financier en général, mais aussi, plus précisément, avec le secteur des technologies de l'information, qui a été le moteur de tout le boom boursier et de l'ensemble des entreprises liées à ce secteur.

#Glenn

Ce que je trouve fascinant, cependant, c'est que depuis des décennies — au moins depuis 40 ou 50 ans — il existe une abondante littérature sur ce que vous avez plus ou moins décrit comme un

hégémon bienveillant. Autrement dit, vous avez dit que les États-Unis, s'ils doivent restaurer cette capacité à dominer, devraient idéalement être perçus par les autres pays comme un avantage. Eh bien, nous avons eu toutes ces idées d'un hégémon bienveillant, mais elles reposaient très fortement sur cette concentration du pouvoir, ce qui signifiait qu'il n'y avait pas de concurrence.

Mais, vous savez, pour faire court — ce qui est débattu depuis les années 1970 et 1980, c'est essentiellement ce qui se passe avec le temps lorsque la puissance des États-Unis commence à décliner, lorsque d'autres pays développent des technologies rivales, lorsqu'ils disposent de leurs propres marines et ne veulent plus être dominés par les États-Unis. D'autres monnaies et économies montent en puissance. Alors, que se passe-t-il globalement lorsque l'hégémon décline ? L'argument serait alors qu'il ne serait pas possible pour les États-Unis d'être un hégémon bienveillant, car un hégémon bienveillant aurait un accès libre aux corridors maritimes, un accès libre aux technologies, aux banques d'utilisateurs, aux devises — à tout cela.

Mais une fois qu'une hégémonie commence à décliner, elle se retrouve confrontée à deux problèmes. D'une part, bien sûr, elle devient moins fiable parce qu'elle est en train de faire faillite. Et d'autre part, elle est susceptible d'utiliser tous ses instruments économiques de pouvoir pour maintenir les autres grandes puissances sous contrôle. En somme, que ferait une hégémonie bienveillante si elle était en déclin ? Elle aurait deux options : soit cesser d'être une hégémonie, soit cesser d'être bienveillante. Ainsi, cette approche plus agressive — tenter de rétablir le contrôle sur l'approvisionnement mondial en pétrole, couper l'accès à la technologie pour les Chinois, interrompre le commerce pétrolier avec les Russes — tout cela avait été prévu par de nombreuses personnes, et pourtant cela semble encore surprendre. Ma question, cependant, était...

#Michael Hudson

Permettez-moi de dire une chose avant que nous abordions votre vocabulaire. Il nous faut un mot bien meilleur que « déclin » pour décrire ce dont ils parlaient. Un déclin, c'est quelque chose comme un cycle économique — ça monte et ça descend, puis ça repart toujours, encore et encore. Mais il n'y a jamais eu, statistiquement, de véritable cycle. Voici ce qui se passe : il y a la phase ascendante du cycle, puis un effondrement. La phase ascendante — c'est un effet de cliquet. Il n'y a pas de déclin ; c'est un crash. Un déclin, c'est en quelque sorte le pendant d'une ascension. L'ascension est lente, peut-être exponentielle — elle croît, atteint un sommet — puis vient le crash. Et c'est ce qui se passe aujourd'hui. Cela aurait été un déclin si d'autres pays avaient pensé : « Oui, il y aura un déclin ; nous devons réfléchir à ce qui va remplacer le système dans lequel nous avons travaillé sous la direction des États-Unis. »

Mais ils ne l'ont pas fait. Et donc cette fin — nous assistons à la fin d'une ère, non pas à un déclin, mais à un effondrement brutal. Et ce changement ne vient pas de l'extérieur. La fin de la puissance américaine ne résulte d'aucune guerre civile étrangère ni d'aucune guerre contre la domination des États-Unis. La fin est venue des États-Unis eux-mêmes — en cherchant à opposer leurs intérêts à ceux de tous les autres pays, en pensant, vous savez, « Nous allons imposer des sanctions à tous

ceux qui ne sont pas d'accord avec nous. » Nous détestons la Chine parce qu'elle est plus prospère que nous. Nous détestons la Russie parce que la Russie soutient la Chine. Nous détestons l'Iran parce que nous ne contrôlons pas son pétrole. Nous détestons l'Irak et la Syrie parce que nous ne contrôlons pas leur pétrole.

Et maintenant, Trump, ces derniers jours, a déclaré que nous étions vraiment en colère contre l'Europe parce qu'elle n'avait pas envoyé sa marine se suicider et se faire tuer en nous rejoignant pour ouvrir le golfe Persique. Il a dit : « Hé, l'Europe, si tu veux du pétrole, pourquoi ne pas envoyer ta marine ouvrir le golfe Persique et venir le chercher ? Nous, nous n'en avons pas besoin. C'est notre guerre, mais ton problème. » Eh bien, ce sont les États-Unis — depuis les Bush, en passant par Obama, jusqu'à Trump — qui se sont isolés du reste du monde et ont pratiquement déclaré la guerre à tout le monde, ne laissant au reste du monde d'autre choix que de se rallier à l'Iran.

C'est ce qui est si étonnant dans tout cela : les États-Unis ont mis fin à leur propre empire. Beaucoup de ceux qui parlent de déclin évoquent des processus lents qui transforment tout cela, mais ils n'ont jamais reconnu la position fondamentalement hostile des États-Unis envers les autres pays, affirmant : « Nous ne rejoindrons aucune institution internationale dans laquelle nous ne disposons pas d'un droit de veto. Et tout pays souhaitant la souveraineté nécessaire pour poursuivre ses propres intérêts, nous le traiterons en ennemi et le qualifierons d'autocratie. » Une autocratie, dans ce sens, est un pays ayant la force de dire : « Nous suivrons notre propre voie et ne nous soumettrons pas à la démocratie américaine. »

À la manière de l'Ukraine et d'Israël. Je veux dire, c'est comme ça. Nous assistons donc à un changement systémique — et un changement systémique, c'est une transition. Le monde ne fait plus partie des tendances passées. Ces tendances et les liens qui les ont façonnées, tout ce réseau, sont désormais terminés. Et nous voyons un nouveau monde tenter de se structurer. On y a si peu réfléchi. Les invités que vous avez reçus dans votre émission en parlent, mais nous sommes plutôt minoritaires. Les autres n'ont pas envisagé que, pour avoir une alternative au Fonds monétaire international, à la Banque mondiale, aux Nations unies, à la Cour mondiale et à l'armée dirigés par les États-Unis...

Nous avons besoin de notre propre organisation internationale et, à terme, de notre propre force militaire pour nous défendre — afin que ce qui est arrivé à l'Iran, au reste du Moyen-Orient et aux autres pays avec lesquels l'Amérique est entrée en guerre encore et encore depuis les années 1950 ne se reproduise jamais, du moins pas de la même manière. Nous avons besoin d'un monde doté d'un véritable corps de droit international et de règles de guerre, afin de ne plus jamais être plongés dans ce type de crise. Personne ne parle du type de système monétaire, de système financier, de système commercial ou de nouveau corps de droit international dont nous avons besoin, ni de la tenue d'une réunion pour remplacer les Nations unies, qui sont désormais aussi obsolètes que la Société des Nations l'était devenue à l'époque de la Seconde Guerre mondiale.

#Glenn

Non, c'est un excellent point. Je veux dire, il est facile de souligner les erreurs et le déclin du système existant, mais que devrait-il se passer ensuite ? On pourrait espérer qu'il y ait plus de débats à ce sujet, mais c'est une remarque très pertinente. Ma dernière question était, je suppose, plus spécifique. Je voulais examiner — ou simplement demander — lorsque l'on constate cette pénurie d'énergie et d'engrais, en se concentrant sur ces deux aspects, comment peut-on en retracer les effets en cascade sur le climat ?

#Michael Hudson

Non, c'est une question précise — enfin, en fait, elle est plutôt vague et large, je suppose. Tout le monde donnera la même réponse : sans engrais, les rendements des cultures baissent. Et quand les rendements baissent, les prix augmentent. Le fonctionnement des marchés fait que les personnes ayant le plus d'argent peuvent acheter les récoltes encore disponibles. Quand cela se produit, c'est ce qu'on appelle une crise. Les agriculteurs gagnent en réalité plus d'argent lorsqu'il y a un effondrement de la production — quand les récoltes échouent et que les prix montent — que lorsque les récoltes sont bonnes. Pendant ce temps, aux États-Unis, le système agricole continue d'accorder des subventions aux agriculteurs pour qu'ils cultivent du maïs destiné à produire du gasohol. C'est insensé. On pourrait penser que, dans une société logique, ces agriculteurs américains qui produisent du gasohol cultiveraient plutôt des denrées alimentaires pour nourrir la population. Mais ce n'est pas le cas. Et je ne suis pas sûr de ce que les autres pays vont faire.

Certains pays passeront probablement des cultures d'exportation de plantation aux cultures vivrières pour se nourrir eux-mêmes. Il va y avoir, partout dans le monde, une prise de conscience qu'il faut assurer l'autosuffisance alimentaire pour se protéger de l'arme que représentent les échanges commerciaux étrangers aux mains des États-Unis — qu'il s'agisse de la nourriture, du pétrole, des engrais, ou de tout autre domaine où les États-Unis peuvent créer un point d'étranglement et le transformer en arme. Il faut empêcher que le commerce international soit militarisé dès le départ. Évidemment, il y aura de nombreux avertissements, surtout pour l'Afrique et les régions confrontées à la famine. Pour les grands pays d'Amérique latine — le Brésil, l'Argentine —, ils s'en sortiront plutôt bien sur le plan agricole, car beaucoup de gens peuvent se nourrir de soja. Les Occidentaux ne l'apprécient peut-être pas autant que les Asiatiques, mais le soja est très bon pour la santé. Il est riche en protéines, et il existe toutes sortes de solutions.

Le Brésil et l'Amérique latine peuvent probablement s'en sortir. Mais l'Afrique pose un vrai problème à cause des économies de monoculture déformées que l'Europe, soutenue par la Banque mondiale, y a créées, surtout depuis la Seconde Guerre mondiale. Ces pays ont abandonné l'autosuffisance que la guerre les avait forcés à développer, et ils se retrouvent maintenant dans une situation quasi guerrière où le seul moyen de survivre est de redevenir autosuffisants. Cette autosuffisance durera probablement plus longtemps qu'un éventuel retour à la spécialisation internationale du travail qui existait entre les pays à excédent commercial et ceux en déficit commercial et de paiements. Tout cela va changer. Toute la philosophie de la croissance économique va changer — pour rejeter l'

accent mis par la Banque mondiale sur l'agriculture de plantation et la propriété étrangère américaine des matières premières, des terres et des ressources de base générant des rentes.

#Glenn

C'est amusant de voir à quel point le monde s'est renversé de cette manière, car depuis la Seconde Guerre mondiale, les pays alliés des États-Unis ont eu un accès fiable au commerce international. Ils pouvaient se permettre de devenir dépendants de ces réseaux commerciaux et, en quelque sorte, pousser à l'extrême l'avantage comparatif de Ricardo — vous savez, ne pas avoir à produire leur propre nourriture, ne pas avoir à développer leurs propres engrais. Ils pouvaient devenir totalement dépendants de l'énergie. Mais aujourd'hui, pendant ce temps, les pays adversaires des États-Unis ont dû développer une forme d'autosuffisance à bien des égards, y compris sur le plan technologique dans tous les domaines. Maintenant que les États-Unis traversent des difficultés — disons-le ainsi — et que le système se désagrège, on constate que le manque d'autonomie stratégique de certains de leurs alliés est assez frappant. Et l'Europe, je pense, en est un excellent exemple. Je ne sais donc pas si vous avez quelques réflexions finales avant que nous concluions.

#Michael Hudson

Oui, regardons la Grande-Bretagne. La Grande-Bretagne a certes accès au commerce extérieur, mais comment va-t-elle commercer ? Avec quoi va-t-elle payer ses importations ? Elle a été désindustrialisée par la combinaison de Margaret Thatcher et de Tony Blair, et les partis conservateur et travailliste ensemble l'ont désindustrialisée. Alors, comment diable la Grande-Bretagne va-t-elle survivre ? Que peut-elle offrir au monde en échange de nourriture, de produits essentiels, d'énergie et des autres choses dont elle a besoin ? Elle n'a plus le pétrole de la mer du Nord — ou plutôt, il s'est considérablement épuisé. Je suppose que la Norvège constate elle aussi que ses réserves en mer du Nord sont en forte baisse. Que vont faire ces pays maintenant qu'ils ont suivi l'économie néolibérale et se sont désindustrialisés ?

#Glenn

Nous le saurons bientôt, je suppose. C'est surprenant, pourtant, à quel point tout a changé rapidement depuis les années 1990. Il y avait plus ou moins un consensus autour de la « fin de l'histoire », que c'était la conclusion — jusqu'à maintenant, avec cette crise majeure. Et, eh bien, beaucoup de gens avaient prévenu que la guerre contre l'Iran ne ferait qu'aggraver tous ces mauvais fondamentaux. Mais nous y voilà. Alors merci, comme toujours, d'avoir pris un peu de temps pour partager vos réflexions sur ces questions. Eh bien, je suis heureux que vous m'ayez donné l'occasion de parler des grandes questions.